



POUR UNE REGION SAVOIE

« Paris, le 24 avril 1974

A Monsieur le Président du MOUVEMENT REGION SAVOIE,

... étant personnellement partisan d'une décentralisation audacieuse, je ne puis que souscrire à vos vues. Je vous rappelle que le groupe du Parti Socialiste a déposé dans les six derniers mois au Parlement, deux propositions de lois. L'une qui instaure une région possédant les pouvoirs et les compétences d'une collectivité territoriale de plein exercice, représentée par une assemblée régionale élue au suffrage universel direct et à la représentation proportionnelle, dotée d'un exécutif propre et d'un budget important dont les recettes proviendraient d'un transfert des ressources fiscales de l'Etat. L'autre qui prévoit l'enseignement des langues minoritaires, la formation des maîtres et le développement des cultures régionales. (...) Je suis par ailleurs conscient que les régions frontalières posent actuellement des problèmes particuliers qui appellent des solutions spécifiques. »

François MITTERRAND

Au moment où l'élaboration du projet de loi sur la décentralisation s'affirme comme la grande réforme du septennat à venir, les Savoyards de souche et d'adoption expriment à nouveau leur volonté pour une « REGION SAVOIE ». Déjà en mai 1973, le Mouvement Région Savoie recueillait plus de 100.000 signatures en faveur d'une régionalisation authentique, à dimension humaine. Alors que demain les régions auront plus de pouvoir, l'alternative d'une « REGION SAVOIE » hors de Rhône-Alpes se pose aujourd'hui avec une nouvelle acuité. Les Savoyards ne laisseront pas passer cette seconde occasion historique sans réaffirmer ce qu'une REGION SAVOIE veut dire.

Une des quinze thèses pour l'Autogestion adoptées par la Convention Nationale du P.S. des 21 et 22 juin 1975 précisait que « certaines régions constituent des pays de minorité ethnique et leur identité sera forte. Les principes qui sous-tendent leur organisation sont de portée générale et constituent un des aspects du droit à la différence ». Prenant acte du respect socialiste envers les particularismes régionaux, les Savoyards souhaitent qu'on ne leur réserve pas une carte abracadabrante sur laquelle, une fois de plus, la Savoie disparaîtrait dans une invraisemblable région Rhône-Alpes. **S'il reste fidèle à ses engagements, le gouvernement de Pierre Mauroy devra, partout où les populations en expriment le souhait, réviser le découpage régional de 1972.** Et souhaitons que cette révision ne se fasse pas seulement en décomptant les plastiquages enregistrés par l'ex-Cour de Sûreté de l'Etat.

L'ancien pouvoir a défendu la taille européenne de Rhône-Alpes. Mais quelle est cette taille ? Celle de la Vallée d'Aoste ou de la Bavière ?

Au nom de quoi ? Les Savoyards pensent que la taille n'est pas un critère, mais que, en revanche, ce qui peut rassembler les habitants d'une région, c'est l'idée de prendre en main leur destinée, c'est la volonté de recouvrer leur autonomie et de sauvegarder leur mode de vie. C'est en tenant compte de la réalité vécue de la région qu'il faudra procéder à ce redécoupage géographique qui seul peut permettre de concilier une régionalisation authentique avec la revendication régionaliste et par là entraîner un véritable changement des pratiques politiques jacobines de la Cinquième République.

Depuis notre intégration dans Rhône-Alpes, nous réclamons une REGION SAVOIE parce que nos problèmes, qu'il s'agisse de tourisme, d'agriculture de montagne, d'industrie lourde ou légère, ou de relations frontalières, ne sont pas pris en compte. Le poids de nos représentants, même élus au suffrage universel, sera dérisoire dans le cadre rhônalpin. C'est pourquoi, Savoyards, nous tiendrons ferme à la REGION SAVOIE : une idée qui, elle aussi, a fait son chemin.

En luttant pour une REGION SAVOIE, nous refusons une régionalisation qui servirait de simple relais aux directives nationales ou multinationales, mais nous revendiquons un domaine où les compétences locales soient souveraines, un domaine où le droit de décider soit transféré, où l'Etat doive négocier l'autorisation de faire ce qu'il souhaite et convaincre au lieu d'imposer. A cette condition seulement, une nouvelle pratique de la politique a des chances d'entraîner un changement qui ne soit pas que symbolique.

*I vo myo se mos governá to solè
Ke d'être bin governó pè louz'àtre !*

MOUVEMENT REGION SAVOIE